

A peine élu, Emmanuel Macron a promis de rencontrer les leaders syndicaux cette semaine. Jean-Claude Mailly, le secrétaire général de Force ouvrière, lui demande déjà de reconsidérer son projet social, sur le fond comme sur la forme.

# « Je ne veux pas d'ordonnance sur les questions sociales »

Jean-Claude Mailly, secrétaire général de Force ouvrière, demande au nouveau président d'ouvrir le dialogue.

PROPOS RECUEILLIS PAR  
CATHERINE GASTÉ

**POUR LE LEADEV** de Force ouvrière, Jean-Claude Mailly, les ralliements entre le premier et le second tour ne constituent pas un vote d'adhésion, mais sont plutôt la conséquence d'un barrage au Front national.

Quels enseignements tirez-vous des résultats d'hier ?

**JEAN-CLAUDE MAILLY.** La montée des mouvements de rejet de l'autre, en France comme ailleurs, est due en grande partie aux politiques d'austérité menées en Europe. Cela fait plusieurs années que je le dis. Je l'avais expliqué à l'ex-président Hollande. Que s'est-il passé depuis 2002 ? Chômage en hausse, pouvoir d'achat en baisse, conditions de travail détériorées... tant qu'on ne cherchera pas à éradiquer les causes, le Front national prospérera. C'est là-dessus qu'on doit travailler et si on obtient des résultats, les scores de l'extrême droite baisseront. Emmanuel Macron a une responsabilité historique. Son programme économique et social est-il à la hauteur de ce défi ou risque-t-il au contraire d'amplifier la fracture sociale ?

Ce que le nouveau président annonce, notamment en matière de Code du travail, m'inquiète. Sur le fond mais aussi sur la forme. Il veut agir très vite par des ordonnances au mois de juillet. Certes, il prévoit une concertation préalable avec les syndicats, c'est plutôt bon signe mais on n'en connaît pas la nature. Dans le même temps, il fait des déclarations pour le moins sur-

prenantes. Comme la semaine dernière à Albi face à des salariés, lorsqu'il a déclaré qu'il y avait plus d'intelligence au niveau de l'entreprise que dans les états-majors syndicaux. Qu'est-ce que cela veut dire ? Comment considère-t-il notre rôle au niveau national ? Ce n'est pas clair.

Qu'allez-vous lui demander ? Que l'on débattenne, que l'on discute à tous les niveaux, après chacun prend ses responsabilités. Je ne veux pas d'ordonnance sur les questions sociales. Au-delà de la méthode, nous ne voulons pas d'une loi Travail XXL qui ferait sauter les derniers verrous pour donner par exemple aux entreprises la possibilité de moduler par accord le temps de travail jusqu'à 48 heures. Ou qui ouvrirait la possibilité de décentraliser la question des salaires. Nous ne voulons pas non plus du plafonnement des indemnités prud'homales en cas de licenciement abusif, ni du référendum entre les mains de l'employeur.

Depuis décembre 2016, Emmanuel Macron répète pourtant que sa réforme du travail est « mûre » pour une adoption rapide... N'a-t-il pas été élu pour ce programme ? Il est passé au 1<sup>er</sup> tour avec 24 % des voix, et environ 65 % au second tour. Autrement dit, des

**EMMANUEL MACRON A UNE RESPONSABILITÉ HISTORIQUE**

gens qui n'ont pas voté pour lui au premier tour l'ont fait au second pour faire barrage au Front national. Et pas pour son programme. A partir du moment où ces soutiens par défaut sont nombreux, cela change la donne. Emmanuel Macron est-il prêt à modifier ses annonces dans le domaine du droit du travail ? Nous lui poserons la question.

Certaines sections syndicales appellent aujourd'hui à manifester. Pourquoi pas FO ? Une chose à la fois. Le président de la République vient d'être élu, on va avoir les premiers contacts. On verra dans les semaines et les mois à venir s'il y a une véritable concertation. Si ce n'est pas le cas, il y aura des tensions et des mobilisations. Demanderez-vous au président d'interdire les groupes violents qui sévissent dans les manifestations ?



LP/FREDERIC DUOT

Je ne sais pas qui ils sont, mais il va falloir régler le problème. On ne peut pas laisser des gens cagoulés continuer de tels actes de violences, comme des milices. Vous êtes adhérent du PS, avez-vous respecté les consignes de vote en faveur de Macron ? Je ne réponds pas à cette question en tant que secrétaire général de FO. Nous pratiquons l'indépendance syndicale et nous ne donnons jamais de consignes de vote.

Le Front national prospère-t-il dans vos rangs ? Selon les sondages, les sympathisants de FO ayant voté Front national ont été moins nombreux cette année que lors de la dernière présidentielle. Quand Jean-Marie Le Pen était aux manettes, la consigne était d'infiltrer les syndicats. Aujourd'hui, le FN fait de l'entrisme dans la fonction publique, les associations, mais aussi les chambres de commerce et de métiers et d'agriculture.

Paris (XIV<sup>e</sup>), hier. Le secrétaire général de FO, Jean-Claude Mailly, attend les premiers contacts avec le nouveau président de la République avant d'envisager des mobilisations.

## Le Front social veut tenter de mobiliser Une première manifestation est organisée aujourd'hui à 14 heures à Paris.

PAR VINCENT VÉRIER (AVEC C.G.)

**À PEINE ÉLU** et déjà une manifestation. Cet après-midi, plusieurs dizaines de sections de la CGT (Info'Com-CGT, CGT Energie 75 ou encore CGT Goodyear), de Sud (fédération SUD-PTT et SUD-Rail Saint-Lazare notamment), mais aussi du syndicat étudiant Unef, réunis au sein du collectif Front social, appellent à se rassembler à Paris, à 14 heures, place de la République.

Le mot d'ordre : « mettre la pression » sur Emmanuel Macron. « Pas besoin d'attendre des semaines pour

se mettre en ordre de marche, estime Romain Altmann, d'Info'Com-CGT. Le programme de M. Macron, on le connaît. Une loi Travail puissance dix, une réforme de l'assurance chômage et une gouvernance par ordonnances. Il faut lancer la résistance dans la rue tout de suite. »

### LA CGT EMBARRASSÉE

Sauf qu'à la tête des centrales syndicales, on est loin de partager cette stratégie. Aucune d'entre elles n'a d'ailleurs appelé à manifester. Ni FO (voir ci-dessus), ni la CFDT, qui a clairement appelé à voter Macron, ni même la CGT, bien embarrassée par

ces trublions de son aile d'extrême gauche. « Pas question de se mobiliser sans un mot d'ordre clair, défend ce responsable confédéral CGT, qui souhaite garder l'anonymat. Nous attendons de connaître la feuille de route d'Emmanuel Macron et la composition de son gouvernement. Ceux qui appellent à manifester sont des groupuscules politiques très minoritaires au sein de notre maison. »

Parmi eux, beaucoup sont proches du NPA de Philippe Poutou ou de LO de Nathalie Arthaud. « Pas seulement, assure Fabio Ambrosio, de SUD-Rail. C'est vrai que c'est la première fois qu'après une élection

présidentielle nos militants sont aussi pressés de manifester. Même avec Sarkozy, on avait attendu plusieurs jours. »

Une volonté d'en découdre proportionnelle à la déception engendrée notamment par la défaite de Jean-Luc Mélenchon et des « petits candidats », porte-voix de l'inquiétude des ouvriers, au premier tour.

Le 22 avril, veille du premier tour, ce collectif avait réuni 2 000 personnes place de la République. « Cette fois, si on en rassemble entre 5 000 et 10 000 personnes, ça sera une réussite », avance Romain Altmann.

**NOUS NE VOULONS PAS D'UNE LOI TRAVAIL XXL QUI FERAIT SAUTER LES DERNIERS VERROUS**